

LE MONDE A BESOIN DE LA BANQUE MONDIALE

François Bourguignon

Economiste en Chef et Vice Président Principal de la Banque mondiale



Z O O M

La crise de direction sans précédent que vient de traverser la Banque mondiale s'est finalement résolue par l'annonce du départ de Paul Wolfowitz et son prochain remplacement par Robert Zoellick. Mais ses effets dans l'opinion seront peut-être plus profonds qu'il n'y paraît. Plusieurs commentateurs ont en effet profité de cette crise pour mettre en cause la pertinence de l'institution elle-même dans un monde où la croissance rapide des économies en développement et des marchés financiers rendrait obsolètes son intervention et sa capacité de financement. Une telle critique témoigne d'une méconnaissance du rôle de la Banque dans l'éradication de la pauvreté mondiale. Elle révèle aussi une certaine incompréhension des mécanismes du développement, notamment une confusion entre facilité de financement, croissance économique et réduction de la pauvreté. Certes, la croissance économique du monde en développement s'est considérablement accélérée.

Mais la croissance n'est pas le seul facteur de réduction de la pauvreté. De fait, son effet à moyen terme sur la pauvreté diffère énormément selon les pays. Dans certains pays à croissance rapide, comme la Chine, la pauvreté recule rapidement, tandis que dans d'autres, le progrès est lent, comme cela semble être le cas en Inde depuis une dizaine

d'années. Dans d'autres encore, la pauvreté s'est aggravée malgré la croissance. Il faut également prendre en compte les aspects non monétaires de la pauvreté : accès limité à l'éducation, la santé et diverses infrastructures, ou encore sous-emploi et exclusion sociale. Leur éradication ne découle pas automatiquement de la croissance économique, alors même qu'elle en est un facteur déterminant sur une longue période. Enfin, le temps importe. En accord avec les tendances actuelles, le monde compterait encore environ 2 milliards d'êtres humains subsistant avec moins de deux dollars par jour en 2030, dont plus de 800 millions en Chine et en Inde, malgré la croissance rapide de ces deux pays. La Banque mondiale prête aux États souverains à deux « guichets » distincts. Grâce à la qualité de sa propre signature sur les marchés financiers internationaux, la BIRD, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, offre des prêts aux pays à revenu intermédiaire à des taux inférieurs à ce qu'ils peuvent obtenir sur le marché.

L'Association internationale du développement, AID, accorde, elle, des prêts à taux nul ou des dons aux pays à faible revenu sans accès aux marchés financiers. Les doutes exprimés envers la pertinence de la

Banque concernent la BIRD plutôt que l'AID, qui opère davantage comme une agence d'aide au développement, dont la reconstitution des ressources, actuellement en cours de négociation, est absolument cruciale pour l'architecture mondiale de l'aide au développement. Ceux qui affirment que la BIRD n'aura bientôt plus de rôle à jouer dans les pays à revenu intermédiaire font valoir que les « économies » réalisées par les pays qui obtiennent de la BIRD des prêts moins onéreux que sur le marché sont contrebalancées par les « coûts » supplémentaires associés aux opérations avec la Banque. Dans le monde actuel où la croissance économique fait diminuer les primes de risque et où l'intermédiation financière devient chaque jour plus efficace, l'avantage de la BIRD ne pourrait alors que s'amenuiser et la demande de financement qui s'adresse à elle devrait se tarir rapidement. Cela ne semble pas être le cas, même à un moment où les liquidités mondiales sont particulièrement abondantes. Les pays à revenu intermédiaire continuent de solliciter de nouveaux prêts de la BIRD, y compris la Chine, dont les réserves se chiffrent à plus de 1 000 milliards de dollars, ou certains membres récents de l'Union européenne malgré leur accès à de nouvelles sources de finan-



cement. Si ces pays continuent d'emprunter à la Banque mondiale, ce n'est pas seulement à cause de conditions favorables, mais surtout parce qu'ils savent que la réduction de la pauvreté exige plus que des capitaux et de la croissance. En même temps que du financement, ils recherchent un savoir-faire dans la conception, la mise en oeuvre et le suivi de programmes ambitieux de développement dans des domaines aussi divers que les services sociaux, les infrastructures économiques et sociales, la création d'un climat des affaires propice à l'investissement privé ou à l'amélioration des systèmes de gouvernance. Grâce à un savoir-faire et à une expérience inhérents à la portée mondiale de son action, la Banque mondiale est en mesure de répondre efficacement à cette demande extra financière. Les résultats témoignent de cette efficacité. Des millions d'agriculteurs chinois ont vu s'accroître leurs rendements grâce aux projets de la Banque mondiale sur le plateau de Loess et dans le bassin de Tarim. En Indonésie, le programme de développement de

Kecamatan a permis d'améliorer la gouvernance et les niveaux de vie dans la moitié, la plus pauvre, des villages. En Bosnie, 200 000 emplois ont été créés et/ou préservés grâce au microcrédit. Au Brésil, le programme Bolsa Família a réduit de 20% à 5% la proportion

d'enfants de 7 à 14 ans non scolarisés. Fondamentalement, la capacité que possède la Banque d'allier financement, expertise et expérience mondiale lui permet de jouer un rôle unique dans le développement des pays les plus pauvres comme des économies dites « émergentes ». La Banque doit-elle changer ? Évidemment. Le monde ne cesse d'évoluer, les défis auxquels sont confrontés les pays en développement aussi, qu'ils soient nationaux ou mondiaux, comme la redoutable menace du réchauffement climatique. Pendant longtemps encore, le monde aura besoin d'une institution dont le mode unique de fonctionnement peut aider à surmonter les multiples obstacles à l'éradication définitive de la pauvreté.

(c) Copyright 2007, Le Figaro.

